

SEPA - une ambition recentrée pour une mobilisation effective des acteurs

L'objectif des institutions européennes est de créer dans « la zone euro un marché intégré des paiements caractérisé par une compétition effective, et dans lequel il n'existe pas de distinction entre paiements transfrontaliers et paiements domestiques »¹. Trois instruments de paiement sont concernés² : le débit direct, le virement et la carte de débit. Les étapes sont les suivantes : au premier janvier 2008 les instruments définis au sein de l'EPC³ (débit direct et virement) sont mis à disposition des utilisateurs par les banques au sein de la zone euro (fin de phase d'implémentation) ; fin 2010 la substitution des anciens instruments par les moyens de paiement européens doit être irréversible.

1- 2008 : Une échéance réaliste sur le plan technique pour les banques (voir annexe I)

Suite aux travaux techniques importants menés par la communauté bancaire, le Débit Direct et le Virement tels que définis par l'EPC seront disponibles sur le plan domestique et transfrontalier à l'échéance de 2008. Ceci dans la mesure où le projet de Directive « Systèmes de Paiement », dont le marché attend la base légale régissant les rapports entre les acteurs en particulier pour le débit direct européen, est adoptée et transposée d'ici là. En ce qui concerne la carte de paiement, les travaux de l'EPC établissent les conditions tarifaires d'adhésion et d'acceptation à remplir par les systèmes cartes, pour se prévaloir d'une dimension européenne. Ces conditions semblent aisément accessibles aux différents systèmes existants.

Cette étape apportera des bénéfices aux utilisateurs : standardisation des délais pour les virements transfrontaliers, création d'un débit direct pan européen et constitution de standards pour l'industrie à même de favoriser une convergence technique des systèmes à organiser selon un rythme qui prenne en compte les contraintes des différents utilisateurs et des infrastructures locales (degré d'obsolescence ou d'efficacité économique ; rythme possible d'investissement). Cette échéance facilite une réduction progressive du nombre des infrastructures (aujourd'hui supérieur à 25) et en conséquence la réduction des coûts de production des moyens de paiement. Elle nécessite de multiples adaptations pour les systèmes, les banques et leurs clients. A ce jour peu d'entreprises (facturiers, administration publiques) pensent être en mesure de mettre en œuvre d'ici 2008 les adaptations techniques compte tenu de la lourdeur des efforts à consentir. De façon générale et pour l'ensemble de ces raisons, la concrétisation des bénéfices attendus de cette étape, doit être conduite par les forces de marché.

¹ Consultation paper on SEPA Incentives 13 Feb 2006

² La plus part des instruments de paiement ne peuvent pas être utilisés d'un Etat membre à l'autre, ou pas dans les mêmes conditions d'efficacité : le débit direct ne peut être utilisé sur le plan transfrontalier, les virements transfrontaliers sont exécutés dans des délais hétérogènes, les cartes de débit nationales ne peuvent fonctionner au-delà des frontières, enfin, les règles juridiques appliqués aux paiements divergent d'un pays à l'autre

³ European Payment Council : crée en 2002, cette instance interbancaire regroupe une cinquantaine de banques de l'Union européenne ainsi que les trois associations bancaires professionnelles (groupement européen des banques coopératives, fédération bancaire européenne, groupement européen des caisses d'épargne)

2- En revanche, l'échéance de 2010 soulève de la part des communautés bancaires nationales de vives inquiétudes. (annexe I)

Les bénéfices économiques attendus par la Commission (122 milliard d'€) sont contestables. (annexe II)

En dehors de 10 milliards d'€ annuels d'économies qui sont justifiés par la standardisation à l'échelle technique européenne et de la consolidation des infrastructures, 100 milliards découlent de l'implémentation de la facturation électronique (e-invoicing), alors que la mise en œuvre de ce projet qui touche à la relation commerciale et financière entre les entreprises, relève principalement de ces dernières et non pas des banques. Toutefois les standards européens des moyens de paiement en cours de déploiement, sont d'ores et déjà capables de véhiculer les informations nécessaires à l'e-invoicing.

Par ailleurs, 6,7 milliards d'économies annuelles sont attendues de l'homogénéisation en Europe des tarifications des moyens de paiement. Or, converger vers un niveau moyen unique de tarification exige d'augmenter dans certains pays les tarifs aux consommateurs et/ou aux commerçants et facturiers dans des proportions insupportables : suivant certaines études, cela pourrait représenter chaque année en France ou aux Pays Bas entre 60 et 75 € par habitant. En même temps converger vers les tarifs européens les plus bas revient à généraliser à l'ensemble de l'Europe une politique de subvention de certains moyens de paiement telle que la pratiquent les pays les moins coûteux pour des raisons historiques.

Le projet est lancé sans avoir stabilisé le volet économique des relations interbancaires.

Les interchanges sont au cœur des systèmes de paiement et en particulier des systèmes cartes. Ceux-ci reflètent les données économiques et la dynamique de chaque marché de paiement local. Compte tenu de la diversité politique et légale des pays européens, compte tenu également de la différence de maturité de ces marchés de paiement, les interchanges domestiques sont aujourd'hui très divers. Réciproquement, on peut s'attendre à ce qu'avec la maturation progressive des systèmes nationaux de paiement, les interchanges convergent à leur tour.

Pour assurer la convergence des interchanges dans des conditions harmonieuses et viables, il est indispensable que la Commission stabilise leur base légale. A cet égard, la situation actuelle, dans laquelle les régulateurs de plus de 10 pays européens se penchent séparément sur ces questions ne doit pas perdurer. De plus, toute tentative d'harmonisation des interchanges à l'échelle européenne, qui ne s'attacherait pas à résoudre les hétérogénéités légales existantes entre les pays de l'Union conduirait à créer de profondes distorsions de concurrence au sein du marché des paiements, et celui des cartes en particulier, et ce au détriment des utilisateurs finaux.

Les incertitudes économiques freinent la dynamique nécessaire à la réalisation des objectifs prévus pour l'échéance 2010

L'ensemble de ces incertitudes économiques freine la dynamique de substitution des instruments domestiques par les instruments européens. En effet, sans l'élaboration et la stabilisation du business case du prélèvement, du virement et des cartes de paiement, les banques comme les utilisateurs (commerce, administrations publiques, facturiers) ne peuvent s'engager sur des investissements à la fois techniques et commerciaux.

Par ailleurs si les moyens de paiement ne présentaient pas pour les banques des conditions de rentabilités suffisantes, le risque est réel d'un retrait de celles-ci de ces activités avec pour conséquence la disparition d'une offre concurrentielle au profit de moyens de paiement uniformisés à faible valeur ajoutée. Enfin la dynamique de diminution de l'usage des moyens de paiement les moins efficaces se trouverait stoppée.

3- Une autre vision pour 2010

L'essentiel des bénéfices de l'espace unique des paiements provient de sa standardisation technique et de sa dématérialisation. Le déploiement des standards uniques pour les différents instruments de paiement permet la réduction du nombre des infrastructures et facilite l'accès des banques aux différents marchés domestiques. La dématérialisation des instruments de paiement en Europe sera la conséquence d'une adoption d'instruments plus efficaces et plus sûrs pour les utilisateurs au détriment du cash et du chèque. La Commission Européenne évalue ces derniers à 60 à 70% des coûts relatifs aux moyens de paiement. Cette adoption bénéficiera à chacun des acteurs par la baisse des agressions et de la fraude, et la réduction des coûts de manipulation. En même temps cet effort de dématérialisation constitue une opportunité de premier choix pour accélérer l'adoption des standards techniques européens.

Les facteurs de succès pour atteindre cet objectif

Les conditions de la viabilité économique de ces investissements doivent être assurées durablement. Pour ce faire, dès lors que le déploiement des instruments européens demande des investissements importants, ceux-ci doivent être engagés suivant un calendrier tenant compte de l'obsolescence des chaînes techniques et des programmes d'investissements des différents utilisateurs, des banques et des infrastructures locales.

Par ailleurs, l'activité des moyens de paiement doit être une activité rentable pour les banques. Il convient de ce point de vue de stabiliser dans les meilleurs délais compte tenu de l'échéance de 2010, les conditions juridiques de la rémunération des services offerts tant au plan interbancaire qu'à la clientèle. L'enquête sectorielle de la Commission Européenne révèle un besoin de clarification en matière d'interchanges. Comme il est mentionné précédemment, la Commission doit élaborer le cadre légal stable nécessaire pour fournir une visibilité suffisante aux participants aux systèmes de paiement. Plus largement, il est temps, pour les diverses parties prenantes, de

travailler à stabiliser le cadre juridique et économique approprié pour assurer une répartition équitable tant des coûts que des bénéfices, et ce pour les divers systèmes de paiement ; cette répartition doit permettre en particulier une réduction significative des moyens de paiement les moins efficaces comme la monnaie fiduciaire.

La création d'un comité « SEPA » dans chaque pays de la zone euro, réunissant les différents porteurs d'enjeu et les pouvoirs publics est indispensable pour prendre en charge l'organisation de la mise en œuvre des moyens de paiement européens.

La création de ce comité est également indispensable pour assurer que l'effort de dématérialisation des paiements de détail s'effectue selon un schéma d'ensemble adapté à chaque état membre. En effet, chaque pays présente une situation historique spécifique dans l'usage des différents moyens de paiement.

Ce comité doit en outre examiner le rythme approprié d'adoption de ces standards compte tenu du degré d'obsolescence et d'efficacité des infrastructures domestiques et plus généralement des capacités d'investissement des différentes parties prenantes.

Ainsi, un tel effort ne peut se concevoir sans l'implication des banques mais aussi des différents utilisateurs, et des responsables politiques. Ces derniers doivent en particulier impulser l'adoption par les administrations publiques des nouveaux instruments, et susciter les incitations tarifaires nécessaires pour dissuader les consommateurs d'utiliser les instruments les moins efficaces.

Enfin, l'effort de standardisation doit s'intensifier. La véritable consolidation des infrastructures requiert un élargissement de la standardisation technique ; jusqu'ici centrée sur le virement et le prélèvement, elle doit porter également sur les autres instruments de paiement domestiques et en particulier les règlements BtoB. Cette standardisation doit s'effectuer par une adaptation de niveau européen des standards déjà à disposition, standards qui doivent être considérés comme des composants de base. Par ailleurs, la réalisation de cet objectif exige l'extension des travaux de standardisation dans le domaine des cartes (EMV) en particulier au plan de l'acquisition, de la compensation et de l'autorisation.

Des bénéfices tangibles et attractifs pour les utilisateurs

Les consommateurs européens sont aujourd'hui généralement satisfaits de leurs moyens de paiement domestiques. L'étape de 2008 leur apportera en outre des délais d'exécution homogènes sur les virements transfrontaliers en Europe, et mettra à leur disposition un avis de prélèvement transfrontalier qui n'existe pas aujourd'hui. A cette échéance, l'ensemble des porteurs pourra faire usage de leurs cartes sur l'ensemble de la zone Euro.

A l'horizon 2010, plutôt que la recherche de l'unicité des instruments de paiement en Europe, Eurofi estime que les bénéfices pour les utilisateurs (consommateurs, entreprises, administrations publiques) proviendront essentiellement d'un usage accru des moyens de paiement électroniques. En outre, l'amorce de la consolidation des infrastructures permise par le déploiement des standards techniques qui résulte du jeu des forces de marché, permettra aux utilisateurs de bénéficier de meilleures conditions économiques reflétées dans la baisse des prix.

En définitive, seule une convergence progressive des modalités techniques de « processing » des transactions, et de l'usage des moyens de paiement au sein des pays de la zone euro, permettra de parvenir à une homogénéisation des tarifications des clientèles, de part les mécanismes de la concurrence. Cette convergence exige le découragement de l'usage des instruments inefficaces au profit des instruments électroniques européens, et de procéder à une standardisation technique effective des différents maillons de la chaîne de valeur de ces instruments.

L'importance de cet effort requiert la mobilisation de l'ensemble des acteurs, banques, facturiers, commerce et administrations publiques, mais également celle des pouvoirs politiques européens et nationaux.

Contacts Eurofi :

Jean-Marie Andrès, Associé, ADS Conseil : andres-adsconseil@wanadoo.fr

Didier Cahen, Délégué général d'Eurofi : cahen.didier@wanadoo.fr